

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-263

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article III-263 (ex-article 228)

1. Si la Cour de justice européenne reconnaît qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution, cet État est tenu de prendre les dispositions que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice européenne.
2. Si la Commission estime que l'État membre concerné n'a pas pris les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour, elle peut saisir la Cour de justice européenne, après avoir mis cet État en mesure de présenter ses observations. Elle indique le montant de la somme forfaitaire ou de l'astreinte à payer par l'État membre concerné qu'elle estime adapté aux circonstances.

Si la Cour de justice européenne reconnaît que l'État membre concerné ne s'est pas conformé à son arrêt, elle peut lui infliger le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte.

Cette procédure est sans préjudice de l'[article III-262 (ex-227)].

3. ~~Lorsque la Commission saisit la Cour de justice européenne d'un recours en vertu de l'[article III-261 (ex-226)] estimant que l'État concerné a manqué à son obligation de communiquer des mesures de transposition d'une loi-cadre, elle peut, lorsqu'elle le considère approprié, demander à la Cour de justice européenne à ce qu'elle inflige, dans le même recours, le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte dans le cas où la Cour constaterait un manquement. Si la Cour de justice européenne fait droit à la demande de la Commission, le paiement en question prend effet dans le délai imparti par la Cour de justice européenne dans son arrêt.~~

Explication éventuelle :

L'idée consistant à permettre l'imposition d'une amende ou d'une astreinte pour les cas de non-communication d'une directive n'a guère de sens. Les cas de non-communication ne constituent pas forcément les infractions les plus graves. La disposition proposée pourrait en outre facilement être contournée par les Etats membres en communiquant des mesures de transposition manifestement inadaptées ou insuffisantes. A cet égard, il convient également de rappeler que la jurisprudence de la Cour permet déjà, sous certaines conditions, à un particulier affecté par une transposition inexistante, insuffisante ou incorrecte de mettre en jeu la responsabilité de l'Etat membre concerné.